

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 30 décembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux modalités d'exécution de la portabilité du numéro", a donné le 5 janvier 2000 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 december 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de nummeroverdraagbaarheid", heeft op 5 januari 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit dat dit besluit de omzetting inhoudt van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision, gewijzigd door richtlijn 98/61/EG van 24 september 1998 betreffende nummerportabiliteit en carriervoorkeuze."

*

*

*

Invitée à donner son avis dans le délai de trois jours, conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, précité, la section de législation se limite aux observations fondamentales qui suivent.

L'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes du projet ne soient ni critiquables ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne saurait servir d'élément d'interprétation de l'arrêté en projet.

.../...

Observations générales

1. Conformément à l'article 105bis, alinéas 3 et 8, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, l'arrêté en projet doit être pris sur la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Il ne ressort pas des informations fournies au Conseil d'Etat que le texte soumis à son avis a bien été proposé par ledit Institut.

Le présent avis est donc établi sous la réserve expresse de l'accomplissement de cette formalité.

2. Le chapitre IV traite du transfert d'un "bloc de numéros" entre opérateurs, à la demande de l'un d'eux.

Une telle réglementation est étrangère au service de la portabilité du numéro, qui est le service qui permet à l'abonné de conserver son numéro lorsqu'il change d'opérateur.

Elle constitue en fait une modalité de l'attribution primaire d'espace de numérotation aux opérateurs, qui fait l'objet de l'arrêté royal du 10 décembre 1997 relatif à la gestion du plan de numérotation.

Ces dispositions, pour lesquelles la motivation de l'urgence qui figure au préambule n'est pas pertinente, doivent être intégrées dans cet arrêté royal du 10 décembre 1997.

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, le chapitre IV doit, dès lors, être omis du présent projet.

3. En vertu de l'article 105bis, alinéa 8, de la loi du 21 mars 1991 précitée, il appartient au Roi de fixer les "modalités d'application, le coût et la répartition des coûts entre les parties concernées" du service de la portabilité du numéro.

Un certain nombre de dispositions du projet confèrent des délégations à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Lorsqu'il s'agit de prendre des mesures individuelles, ces délégations paraissent conformes à la loi, qui charge par ailleurs l'Institut de la "gestion de l'espace de numérotation national" (article 105bis, alinéa 1er).

Deux dispositions du projet paraissent cependant lui assigner un pouvoir de nature réglementaire.

Il s'agit, d'une part, de l'article 10, § 1er, en vertu duquel l'Institut

"détermine et modifie, après consultation des opérateurs concernés, les spécifications techniques des interfaces communes pour l'introduction de la portabilité du numéro ...".

Si l'intention est bien d'imposer des spécifications techniques aux opérateurs, une telle habilitation, qui porte certes sur des points secondaires ou de détail, doit

.../...

être conférée au ministre plutôt qu'à l'Institut (1). Dans l'énumération des spécifications techniques, il y a lieu, en outre, d'omettre les "aspects financiers". Ceux-ci n'ont, en effet, pas un caractère technique et constituent un élément du coût du service de la portabilité, qui doit être fixé par le Roi.

D'autre part, la même observation vaut pour l'article 15, §§ 3 et 5, qui charge l'Institut de fixer annuellement, après consultation des opérateurs concernés, les "coûts d'établissement par ligne ou par numéro" à supporter par "l'opérateur du réseau receveur", ainsi que les "coûts liés au trafic".

La fixation de ces coûts ne constitue pas une mesure secondaire ou de détail. Le Roi ne peut donc la déléguer au ministre, ni, à plus forte raison, à l'Institut.

4. Le projet renvoie, à deux reprises, à des accords à conclure entre opérateurs.

Il s'agit, d'une part, de l'article 12, § 1er, qui prévoit que :

"Pour permettre la portabilité du numéro, les opérateurs concluent un accord de portabilité du numéro."

(1) Une subdélégation à un ministre d'une habilitation légale au Roi est, en effet, admissible si elle porte sur des points secondaires ou de détail. Par contre, l'attribution d'un tel pouvoir réglementaire à un organisme parastatal est inconstitutionnelle.

Or, en vertu de l'article 105bis, alinéa 6, de la loi du 21 mars 1991, la portabilité est un service que tout opérateur concerné est tenu d'offrir à ses abonnés.

Les opérateurs en question ont des intérêts totalement divergents, puisque l'opérateur tenu d'offrir le service perd le client qui entend en bénéficier, au profit de l'opérateur avec qui il est tenu de conclure un accord.

Il appartient, dès lors, au Roi de fixer Lui-même, ou, éventuellement, en déléguant au ministre les points secondaires ou de détail, les modalités de la fourniture du service de la portabilité, quitte à permettre aux opérateurs concernés d'y déroger de commun accord.

D'autre part, le projet prévoit l'obligation pour les opérateurs d'utiliser la "banque de données de référence" (article 11, §§ 1er et 2). Selon l'article 1er, 15°, cette banque de données est créée et gérée par les opérateurs mentionnés à l'article 2, § 1er.

L'article 15, § 4, du projet prévoit que :

"Les coûts périodiques et les coûts d'établissement de la banque de données de référence sont supportés par tous les opérateurs qui transfèrent des numéros sur la base d'un accord négocié entre eux."

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, cette banque de données existe déjà et résulte d'un accord entre les opérateurs de réseau actuellement présents sur le marché.

.../...

A nouveau, le Roi ne peut se limiter à renvoyer à un accord à conclure entre des opérateurs pour la fixation des coûts obligatoires liés au service de la portabilité.

Le projet laisse, en effet, incertaine la question de savoir comment serait gérée cette banque de données et comment le coût en serait partagé, en l'absence d'accord entre les opérateurs, plus particulièrement en ce qui concerne les nouveaux opérateurs qui n'auraient pas participé à la création de cette banque de données.

Le projet doit donc être complété pour préciser la gestion de la "banque de données de référence" et la répartition de son coût, en l'absence de l'accord unanime (1) de tous les opérateurs présents sur le marché.

5. L'article 105bis, alinéa 6, de la loi du 21 mars 1991 vise aussi bien les opérateurs de réseaux téléphoniques publics fixes ou de réseaux numériques à intégration de services que les opérateurs de service de téléphonie vocale.

(1) L'habilitation que l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 confère au Roi ne l'habilite pas à déroger au principe de la relativité des contrats en imposant les termes d'un accord conclu entre plusieurs opérateurs à d'autres opérateurs, non parties à cet accord.

Or, dans l'arrêté en projet, il n'est question, sauf à l'article 2, que des opérateurs de réseaux.

Selon le fonctionnaire délégué, la raison en est que, actuellement, seuls les opérateurs de réseaux reçoivent une capacité de numérotation. Il n'est, toutefois, nullement à exclure que les opérateurs de services qui ne sont pas simultanément opérateurs de réseaux jouissent d'une capacité de numérotation.

Le projet doit être adapté pour tenir compte de cette observation.

6. Dans toutes les dispositions du projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il convient de remplacer les mots "utilisateurs finals" par celui d'"abonnés".

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Il convient de préciser de quel numéro il s'agit.

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Préambule

Alinéa 1er

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 105bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996, confirmé et modifié par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1999;"

Alinéa 2

Il n'y a lieu de viser que les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 10 décembre 1997 relatif à la gestion du plan de numérotation.

Alinéa 4 (nouveau)

Il convient d'insérer un alinéa 4 mentionnant l'accord du Ministre du Budget ainsi que la date à laquelle cet accord a été obtenu.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5)

Il convient d'indiquer la date à laquelle l'avis de l'inspecteur des Finances a été donné.

.../...

Alinéa 6 (nouveau)

Il convient d'insérer un alinéa 6 qui reproduira textuellement la motivation de l'urgence figurant dans la lettre de demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours et qui sera introduite par la formule "Vu l'urgence motivée par ...".

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 7)

Mieux vaut rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 2000, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

DispositifArticle 1er

Cette disposition contient un grand nombre de définitions.

Certaines sont superflues, car elles renvoient à des termes déjà définis par la loi. Tel est le cas notamment des définitions de la portabilité.

.../...

D'autres sont purement tautologiques et laissent ainsi la notion indéfinie. Ainsi en va-t-il, notamment des définitions du "bloc de numéros" ou du "domaine de services".

D'autres encore définissent des termes qui ne sont utilisés qu'une seule fois par l'arrêté en projet et doivent figurer dans la disposition qui les utilisent. Tel est le cas, par exemple, du 18°.

Par ailleurs, il ne convient pas de définir par référence à d'autres réglementations des termes dont la signification est, sinon évidente, du moins aisée à définir en quelques mots. Tel est le cas du "numéro géographique", dont la définition renvoie à l'article 10, § 2, de l'arrêté royal du 10 décembre 1997 relatif à la gestion du plan de numérotation, au regard duquel il apparaît qu'un numéro géographique est un numéro qui contient des informations sur le lieu où se trouve l'utilisateur.

Enfin, le renvoi fait au 15°, à l'article 13, § 1er, est inexact : il s'agit de l'article 11, § 1er.

Article 2, § 2, et article 3

Le mot "portés" doit être remplacé par le mot "transférés".

.../...

Article 7

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas précisément à qui s'applique l'obligation imposée par le paragraphe 2.

S'agit-il du dernier opérateur auprès duquel l'utilisateur du numéro était abonné ou de l'opérateur à qui ce numéro avait initialement été attribué et à qui il est restitué ? Dans la première hypothèse, le Conseil d'Etat ne voit pas pourquoi c'est cet opérateur, qui ne dispose plus du numéro en question, qui devrait décider de la durée pendant lequel ce numéro ne peut pas être attribué à un abonné.

Article 15

Au 3° du paragraphe 5, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens des termes "numéros à valeur ajoutée". Ces termes doivent, dès lors, être remplacés par des termes plus adéquats.

Observation finale

Le texte néerlandais en projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"... het verzoek om spoedbehandeling (is) gemotiveerd door dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het feit dat dit besluit de omzetting inhoudt van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision, gewijzigd door richtlijn 98/61/EG van 24 september 1998 betreffende nummerportabiliteit en carriervoorkeuze.".

*

* *

Aangezien de Raad van State is verzocht om binnen een termijn van ten hoogste drie dagen advies te verlenen, overeenkomstig het voormelde artikel 84, eerste lid, 2°, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende fundamentele opmerkingen.

Het ontbreken van een opmerking met betrekking tot een of andere bepaling van het ontwerp betekent niet dat de teksten van het ontwerp niet voor kritiek of voor

.../...

verbetering vatbaar zijn. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen vanwege de afdeling wetgeving over die bepalingen niet kan dienen als een gegeven bij de interpretatie van het ontworpen besluit.

Algemene opmerkingen

1. Overeenkomstig artikel 105bis, derde en achtste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven dient het ontworpen besluit te worden uitgevaardigd op voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Uit de aan de Raad van State bezorgde inlichtingen blijkt niet dat de ter fine van advies voorgelegde tekst door het voornoemde Instituut is voorgesteld.

Dit advies wordt dan ook gegeven onder het uitdrukkelijke voorbehoud dat dit vormvereiste wordt vervuld.

2. Hoofdstuk IV handelt over de overdracht van een "nummerblok" tussen operatoren op verzoek van een van hen.

Zulk een regeling heeft niets uit te staan met de faciliteit nummeroverdraagbaarheid, welke de faciliteit is die het een abonnee mogelijk maakt zijn nummer te behouden wanneer hij van operator verandert.

.../...

Die regeling houdt in feite voorschriften in voor de eerste toewijzing van nummeringsruimte aan de operatoren, waarop het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende het beheer van het nummeringsplan betrekking heeft.

Die bepalingen, voor de dringende noodzakelijkheid waarvan in de aanhef geen pertinente motivering wordt gegeven, dienen in dat koninklijk besluit van 10 december 1997 te worden opgenomen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat hoofdstuk IV dan ook uit het onderhavige ontwerp moet worden gelicht.

3. Krachtens artikel 105bis, achtste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 staat het aan de Koning om de "technische implementatievoorwaarden, de kostprijs en de verdeling van de kosten tussen de betrokken partijen" te bepalen in verband met de faciliteit nummeroverdraagbaarheid.

Bij een aantal bepalingen van het ontwerp worden bevoegdheden overgedragen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Wanneer het om individuele maatregelen gaat, lijken die overdrachten van bevoegdheid in overeenstemming met de wet, waarbij het Instituut overigens belast wordt met "het beheer van de nationale nummeringsruimte" (artikel 105bis, eerste lid).

.../...

Twee bepalingen van het ontwerp lijken het Instituut echter een bevoegdheid van verordenende aard te verlenen.

Die eerste bepaling is artikel 10, § 1, welke bepaling als volgt luidt :

"Het Instituut bepaalt en wijzigt na raadpleging van de betrokken operatoren de technische specificaties van de gemeenschappelijke interfaces voor de invoering van de nummeroverdraagbaarheid ...".

Als het inderdaad de bedoeling is aan de operatoren technische specificaties op te leggen, moet zulk een bevoegdheid, die weliswaar op bijkomende of detailkwesties betrekking heeft, in plaats van aan het Instituut aan de minister worden opgedragen (1). In de opsomming van de technische specificaties dienen voorts de woorden "financiële aspecten" te worden geschrapt. De financiële aspecten zijn immers niet van technische aard en vormen een onderdeel van de kostprijs van de faciliteit overdraagbaarheid, die door de Koning moet worden bepaald.

De tweede bepaling is artikel 15, paragrafen 3 en 5, waarbij het Instituut ermee belast wordt elk jaar na raadpleging van de betrokken operatoren de "opzetkosten per lijn of per nummer", die door de "operator van het

(1) Wanneer een bij de wet aan de Koning opgedragen bevoegdheid op bijkomende of detailkwesties betrekking heeft, kan immers worden aanvaard dat die bevoegdheid aan een minister wordt overgedragen. Zulk een verordening-bevoegdheid aan een parastatale instelling overdragen is echter ongrondwettig.

recipiëntnetwerk" moeten worden gedragen, en de "verkeers-gerelateerde kosten" vast te stellen.

Het vaststellen van die kosten is noch een bijkomende maatregel, noch een maatregel in detailkwesties. De Koning kan de bevoegdheid terzake dan ook niet overdragen aan de minister en a fortiori evenmin aan het Instituut.

4. In het ontwerp is op twee plaatsen sprake van akkoorden die onder operatoren moeten worden gesloten.

Het gaat in de eerste plaats om artikel 12, § 1, welke bepaling als volgt luidt :

"Om nummeroverdraagbaarheid mogelijk te maken sluiten operatoren een nummeroverdraagbaarheidsakkoord.".

Krachtens artikel 105bis, zesde lid, van de wet van 21 maart 1991 is de overdraagbaarheid echter een faciliteit die elke betrokken operator aan zijn abonnees moet aanbieden.

De operatoren in kwestie hebben totaal uiteenlopende belangen, aangezien de operator die de faciliteit moet aanbieden de klant die ervan gebruik wenst te maken, verliest ten voordele van de operator met wie hij een akkoord moet sluiten.

.../...

De Koning dient dan ook zelf, eventueel met overdracht van de bevoegdheid inzake bijkomende of detailkwesties aan de minister, de nadere regels te bepalen voor het aanbieden van de faciliteiten overdraagbaarheid, waarbij hij de betrokken operatoren kan toestaan om daarvan in onderlinge overeenstemming af te wijken.

Ten tweede bevat het ontwerp voor de operatoren de verplichting om gebruik te maken van de "referentiedatabank" (artikel 11, paragrafen 1 en 2). Volgens artikel 1, onderdeel 15°, wordt die databank opgericht en beheerd door de operatoren waarvan sprake is in artikel 2, § 1.

Artikel 15, § 4, van het ontwerp luidt als volgt :

"De periodieke kosten en de opzetkosten van de referentiedatabank worden gedragen door alle operatoren die nummers overdragen op basis van een onderling te onderhandelen akkoord."

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar bestaat die databank reeds en is ze de vrucht van een akkoord onder de netwerkoperatoren die thans op de markt aanwezig zijn.

Weer mag de Koning niet gewoon verwijzen naar een onder operatoren te sluiten akkoord voor de vaststelling van de verplichte kosten die aan de aangeboden faciliteit overdraagbaarheid verbonden zijn.

In het ontwerp blijft immers onduidelijkheid bestaan over de vraag hoe die databank beheerd zou worden en

.../...

hoe de kosten ervan zouden worden verdeeld, bij gebrek aan een akkoord onder de operatoren, inzonderheid wat betreft de nieuwe operatoren die niet zouden hebben meegewerkt aan de oprichting van die databank.

Het ontwerp dient dus te worden aangevuld om het beheer van de "referentiedatabank" en de verdeling van de kosten ervan te verduidelijken, bij gebrek aan een eenparig akkoord (1) van alle op de markt aanwezige operatoren.

5. Artikel 105bis, zesde lid, van de wet van 21 maart 1991 heeft zowel betrekking op operatoren van vaste openbare telefoonnetwerken of digitale netwerken met integratie van diensten als op operatoren van spraaktelefoniediensten.

In het ontworpen besluit, behalve in artikel 2 ervan, is evenwel alleen sprake van operatoren van netwerken.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de reden hiervan dat momenteel alleen operatoren van netwerken nummeringscapaciteit krijgen. Het kan evenwel geenszins

(1) De machtiging die in artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 aan de Koning verleend wordt, betekent niet dat Hij mag afwijken van het beginsel van de betrekkelijkheid van overeenkomsten, door de bepalingen van een akkoord gesloten onder verschillende operatoren op te leggen aan andere operatoren die geen partij bij dat akkoord zijn.

worden uitgesloten dat dienstoperatoren die niet terzelfdertijd operatoren van netwerken zijn, over nummeringscapaciteit beschikken.

Het ontwerp dient te worden aangepast om met die opmerking rekening te houden.

6. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in alle bepalingen van het ontwerp het woord "eindgebruikers" dienen te worden vervangen door de woorden "abonnees".

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Er dient te worden aangegeven om welk nummer het gaat.

Bovendien schrijve men : "... betreffende de wijze van uitvoering van ..." in plaats van "... betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van ...".

Aanhef

Eerste lid

Dat lid behoort als volgt gesteld te worden :

.../...

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 105bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, bekrachtigd en gewijzigd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1999;".

Tweede lid

Er dient alleen naar de artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende het beheer van het nummeringsplan te worden verwezen.

Vierde lid (nieuw)

Er dient een vierde lid te worden ingevoegd dat de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, alsmede de datum ervan, bevat.

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt)

De datum waarop het advies van de inspecteur van Financiën gegeven is, dient te worden vermeld.

.../...

Zesde lid (nieuw)

Er dient een zesde lid te worden ingevoegd, dat letterlijk de motivering van het verzoek om spoedbehandeling overneemt die voorkomt in de brief met de aanvraag om advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen en dat ingeleid dient te worden door de formule "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat ...".

Vijfde lid (dat het zevende lid wordt)

Het is beter dit lid als volgt te stellen :

"Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

DispositiefArtikel 1

Deze bepaling bevat een groot aantal definities.

Sommige ervan zijn overbodig, omdat ze termen definiëren die reeds door de wet vastgelegd zijn. Dit is onder meer het geval met de definities van overdraagbaarheid.

.../...

Andere zijn zuiver tautologisch, waardoor het begrip niet gedefinieerd wordt. Dit is onder meer het geval met de definities van "nummerblok" en "dienstendomein".

In nog andere definities worden termen omschreven die slechts eenmaal in het ontworpen besluit gebruikt worden, en moeten worden opgenomen in de bepaling waarin die termen gebezigd worden. Dit is bijvoorbeeld het geval met onderdeel 18°.

Overigens mag niet worden verwezen naar andere regelgevingen om termen te definiëren waarvan de betekenis zo niet voor de hand ligt, dan toch gemakkelijk in enkele woorden kan worden omschreven. Dit is het geval met het "geografisch nummer", waarvan de definitie verwijst naar artikel 10, § 2, van het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende het beheer van het nummeringsplan, waaruit blijkt dat een geografisch nummer informatie over de plaats van de gebruiker bevat.

Ten slotte wordt in onderdeel 15° verkeerdelijk verwezen naar artikel 13, § 1, : het gaat om artikel 11, § 1.

Artikel 2, § 2, en artikel 3

In de Franse tekst dient het woord "portés" te worden vevangen door het woord "transférés".

.../...

Artikel 7

Het is de Raad van State niet duidelijk op wie de verplichting opgelegd in paragraaf 2 van toepassing is.

Gaat het om de laatste operator bij wie de nummergebruiker geabonneerd was of om de operator aan wie dat nummer oorspronkelijk toegewezen was en aan wie het teruggegeven wordt ? In het eerste geval is het de Raad van State niet duidelijk waarom net die operator, die niet meer over het bewuste nummer beschikt, zou moeten beslissen over het tijdvak waarin dat nummer niet aan een abonnee mag worden toegewezen.

Artikel 15

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de betekenis is van de woorden "nummers met toegevoegde waarde" in onderdeel 3° van paragraaf 5. Die dienen derhalve te worden vervangen door geschiktere bewoordingen.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp lijkt uit een oogpunt van correct taalgebruik op heel wat plaatsen niet zorgvuldig gesteld te zijn. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt, ongerekend de tekst voorgesteld voor het opschrift, ten overvloede en bij wijze van voorbeeld het volgende onder de aandacht gebracht :

.../...

Artikel 1

Voor onderdeel 8° geldt dat het woord "hertoe-wijzing" ongebruikelijk is.

In onderdeel 13° is de zin : "De kosten ... vallen niet onder;" onvolledig.

In onderdeel 14° zou, gelijk elders in het ontwerp, "kosten" geschreven moeten worden in plaats van "kost".

In onderdeel 18° beantwoordt aan het Frans "numéros transférés" in het Nederlands "overgedragen nummers" en aan het Frans "numéros non transférés" in het Nederlands "niet-geporteerde nummers". Het werkwoord "porteren" staat bijvoorbeeld niet in Van Dale, GWNT. Onder punt b) van hetzelfde onderdeel 18° is sprake van "transitkosten gelinkt aan de portabiliteit". Volgens Van Dale, GWNT, is "linken" een computerterm. Evenzo staat onder punt c) "de functie van de opzoeken van de databank ...", wat om twee redenen foutief is.

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. HANSE,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. RONGVAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. RONGVAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS